Le Grain de sable

N° 399 - Vendredi 07 février 2003



« REGARDS SUR » COMMUNICATION ET INFORMATION

Dans ce numéro

Cinquième numéro spécial « Regards sur » (voir aussi les n° 367, 377, 385 et 394). Ces numéros sont réalisés par une équipe internationale de militants que vous pouvez joindre à journal-regardsur@attac.org

1. Médias et citoyenneté : un cocktail impossible ? (Par Philippe Merlant)

L'idée de "médias citoyens", c'est-à-dire de médias favorisant l'intervention des gens sur les problèmes qui les concernent, apparaît pourtant comme une réponse pertinente. Encore faut-il, pour constituer une alternative crédible, qu'ils répondent point par point aux principaux obstacles. Pour le dire plus clairement, il ne s'agit pas seulement de "changer de contenu" : ce sont les conditions même de la production et de la diffusion de l'information qu'il faut revoir si l'on veut que ces nouveaux médias deviennent effectivement des vecteurs de citoyenneté.

JUST DO IT!

2. Peut-on se libérer des formats médiatiques? (Par Dominique Cardon et Fabien Granjon)

Un des débats récurrents dans le champ des médias radicaux est de savoir s'il faut concevoir les médias militants comme une alternative à l'espace médiatique conventionnel, cherchant à le concurrencer, le réformer ou lui imposer un nouvel agenda, ou bien comme des " médias citoyens " cherchant à multiplier les dispositifs réflexifs au sein de la sphère militante, à favoriser les expériences de mise en récit des engagements et à faire de la question de la " démocratisation de l'information " un enjeu local, ciblé et spécifique à chacune des luttes engagées.

3. Quand l'information numérique bouscule démocratie et économie (Par Véronique Kleck et Valérie Peugeot)

Nous assistons à un mode de basculement par la marge, inhabituel dans nos sociétés occidentales dominées par le mode majoritaire. Que quelques-uns montrent que " c'est possible ", et c'est déjà le rendre " réel ". Le fait qu'Indymedia existe n'a certes pas changé le monde des médias traditionnels. Mais il montre que le pouvoir médiatique peut être questionné et que, à l'échelle planétaire et non plus seulement locale, nous ne sommes pas condamnés à une information contrôlée par quelques groupes médiatiques répondant à des enjeux économiques.

Vous avez-rendez-vous avec ATTAC

Liste des événements, réunions, rencontres, débats organisés par un ATTAC dans le monde.

Illustration uniquement disponible dans la version PDF.
« Just do it » Par Titom http://belgium.indymedia.org/front.php3?article_id=32134

Médias et citoyenneté : un cocktail impossible ?

Par Philippe Merlant *

Peut-on imaginer que les médias deviennent des vecteurs actifs de la citoyenneté, c'est-à-dire qu'ils favorisent la capacité des personnes de participer au plus près à l'élaboration des décisions qui les concernent, à tous les niveaux et dans tous les domaines de la vie en société ? A première vue, cela semble une utopie : la grande majorité des journaux et magazines, radios, télés ou sites Internet semblent se soucier de bien autre chose que de cultiver l'esprit critique, d'inciter à l'action ou de contribuer au débat public démocratique. Trois ingrédients qui sont pourtant trois conditions indispensables à l'exercice d'une citoyenneté active.



Pensée unique, passivité, absence du débat

Par-delà les invectives et les condamnations globales, il nous faut comprendre ce qui, précisément, dans la production et la diffusion de l'information, s'oppose à la maîtrise de leur vie par les citoyens. Trois éléments semblent essentiels de ce point de vue.

· Pensée unique, monde unique

Serge Halimi l'a bien montré dans Les nouveaux chiens de garde : la prégnance de l'idéologie de marché, les conditions économiques dans lesquelles la presse évolue, le poids pris par le marketing et les effets de la rivalité mimétique expliquent largement que se développe, à travers les colonnes et sur les ondes, une pensée unique et servile, toute dévouée aux intérêts économiques dominants.

- En trente ans, l'économie a acquis un statut prédominant dans toutes les sociétés du monde, parvenant même à soumettre le politique à ses injonctions. Comme le montrent les "critères de convergence" imposés pour la création du marché unique européen ou les plans d'ajustement structurel exigés par le Fonds monétaire international, une seule politique semble possible et ce, quel que soit le choix des électeurs. Un peu comme si on disait aux citoyens : "Votez blanc, vert ou rouge... de toute façon, les marchés vous diront ce qu'il faut faire !"

Naturellement, les médias ne sont pas à l'écart de cette idéologie dominante. Ils l'entretiennent même, et le "bourrage de crâne" s'effectue de multiples manières : cela va de la place prise par les cours de la Bourse (3 minutes toutes les demi-heures sur France Info, s'il vous plait !) aux tribunes offertes aux patrons sous couvert de leur "expertise" économique… Sans parler de l'absence totale d'esprit critique lorsqu'il s'agit de présenter des indicateurs aussi peu "objectifs" que le sacro-saint PIB !

- Le phénomène n'est pas qu'idéologique. Il repose sur une base matérielle qui a profondément changé en quelques décennies. Jadis "indépendants", les médias sont de plus en plus directement contrôlés par de grands groupes industriels et financiers. Plus besoin d'avoir recours aux pressions publicitaires (auxquelles, il faut le reconnaître, une grande majorité de la profession journalistique continuait de résister) pour influencer les médias : il suffit, plus simplement, plus directement, d'en devenir propriétaire. Le fait de placer en Bourse une partie du capital d'une société éditrice a sensiblement les mêmes effets : comment espérer publier durablement des "unes" qui déplairaient aux marchés financiers ?

- Jadis quasi absents des médias, les services marketing, après avoir fait une timide apparition, y jouent aujourd'hui un rôle déterminant. Rares sont les rédactions à échapper à l'injonction de se plier aux exigences du sacro-saint "lecteur". En apparence, le raisonnement semble plus "sain" que les anciennes pressions publicitaires : quoi de plus normal, de plus démocratique, que d'écouter son lecteur et de répondre à ses attentes supposées ? Il n'en est pourtant que plus pernicieux : ainsi, on sonde les gens sur les sujets qui les intéressent, mais on ne leur demande jamais les questions qu'ils se posent…

De plus, il faut avoir en tête que le marché médiatique est bien plus inégalitaire que tous les autres marchés. Pourquoi cela ? Parce qu'un média est vendu deux fois :
- une première fois, comme tous les autres produits, à ses "clients" directs (lecteurs, auditeurs, téléspectateurs…) ;

- une seconde fois, de manière plus spécifique, aux publicitaires qui, eux, s'intéressent avant tout au pouvoir d'achat des lecteurs-auditeurs-téléspectateurs. Cette deuxième vente prend un poids croissant dans le financement des médias. Il ne faut pas chercher plus loin la raison pour laquelle les journaux "généralistes" sont d'abord pensés en fonction des cadres. Beaucoup de médias pour les cadres, quasiment aucun pour les "pauvres"… Faut-il s'en étonner ?

- Enfin, la fixation d'une pensée unique dans les médias est favorisée par des effets d'imitation. L'univers médiatique offre un exemple saisissant de ce que René Girard appelle la "rivalité mimétique" : plus la concurrence s'y exacerbe, plus les médias se copient les uns les autres. Les journaux suivent le ton donné par la télé, les "news" se plagient les uns les autres, l'information "en continu" impose le nivellement de tous les faits. D'imitation en copie, le conformisme domine dans le choix des sujets et leur mode de traitement. "Le système de la presse ne vit pas dans la "pensée unique" mais dans un monde unique où tous s'accordent à trouver tel événement digne d'intérêt et tel autre négligeable", écrivent fort justement Florence Aubenas et Miguel Benasayag (1).

· L'invitation à la passivité et à la résignation

Ce n'est pas seulement à travers ce monde unique que les médias éloignent les citoyens de la participation aux affaires qui les concernent. C'est aussi parce que, de manière générale, ils ne les aident pas à passer à l'action, mais ont plutôt pour effet de renforcer chez eux le sentiment d'impuissance et la résignation.

- Ils le font d'abord en véhiculant la vision d'un monde devenu trop complexe pour être encore compréhensible (et, a fortiori, possible à transformer). Le recours aux experts patentés et autres consultants n'a pas d'autre rôle : nous convaincre que le citoyen lambda n'a pas son mot à dire sur un sujet donné s'il ne détient pas l'expertise nécessaire pour le faire.

- Ils le font également en accordant une place réduite à toutes les initiatives visant à transformer l'ordre existant. Certes, en une demi-douzaine d'années, les

expériences “positives”, comme on dit, ont acquis droit de cité dans de nombreux médias. Mais au prix d'un bel effet réducteur : celui imposé par leur recadrage systématique dans le genre pré-formaté des “belles histoires” ou des “bonnes nouvelles”. Du coup, le traitement médiatique de ces expériences se limite à des coups d'éclairage sur des gens ou des groupes “formidables”, ce qui évacue leur portée transformatrice ou subversive.

- De plus, les lecteurs ont du mal à trouver les informations pratiques qui leur faciliteraient le passage à l'action. Il n'y a qu'à voir le très faible nombre de médias qui se donnent la peine de donner l'heure de départ et l'itinéraire précis d'une manifestation. De même, quand une initiative exemplaire est présentée, tout aussi rares sont ceux qui fournissent les coordonnées précises et les contacts utiles. Outre ces informations pratiques, la stratégie de l'organisation évoquée, ce qu'elle vise, les moyens qu'elle met en œuvre pour y parvenir – bref, tout ce qu'un citoyen a envie de savoir pour apprécier s'il est prêt à s'y engager –, toutes ces données sont généralement passées sous silence.

- Last but not least, cette information qui “oublie” d'inciter à l'action dérive parfois vers une information qui écarte clairement les citoyens de l'action collective. Ainsi, les politiques sont passés maîtres dans l'art de distiller des “vraies fausses nouvelles”, ce qui leur permet de “garder la main” en maîtrisant le planning des réactions. Que l'on songe, par exemple, à la “fuite” concernant le projet de loi Sarkozy sur la sécurité. Nul ne peut affirmer qu'il y ait eu manipulation, mais les effets de la manœuvre, en tout cas, sont éloquents : après avoir suscité un flot de protestations avec son texte initial, le gouvernement a pu faire machine arrière sur certains points… et son texte final est passé comme une lettre à la poste, sans générer les protestations que justifiait pourtant une telle loi.

Les entreprises ne sont pas en reste qui, par le truchement de leurs services de communication, tentent de mettre la main sur toute la production de l'information, y compris ses aspects critiques. Lors de l'inauguration du Tunnel sous la manche, le dossier de presse d'Eurotunnel ne contenait-il pas quelques pages détaillant les critiques que l'on pouvait faire à l'opération ! Plus besoin d'enquêter, mesdames et messieurs les journalistes : les puissances d'argent s'en chargent pour vous ! En ayant soin, naturellement, de dissimuler ou de désamorcer les critiques plus fondamentales…

· La faiblesse du débat démocratique

Historiquement, la presse a d'abord eu pour mission de contribuer au débat public démocratique. Aujourd'hui, cette fonction se réduit à la portion congrue. A cause de l'imposition d'une “pensée unique”, on l'a vu, mais aussi, voire surtout, parce que les journaux et les émissions qui prétendent jouer la carte du débat contradictoire ressemblent davantage à des combats de catch qu'à des processus visant à construire l'“intérêt général” sur une question donnée.

- Cela tient déjà à la nature et à la fonction de ceux à qui l'on donne la parole sur un sujet donné. Le poids des “experts”, on l'a dit, devient exorbitant. Qui songe, en revanche, à ouvrir le micro à ceux qui vivent des situations de grande pauvreté lorsqu'il est question de disserter sur la richesse d'un pays ou sur les écarts sociaux qui s'y manifestent ? Qui pense à demander plus qu'un simple témoignage aux habitants d'un quartier populaire au moment où les députés débattent d'un projet de loi sur le renouvellement urbain ? Ce serait pourtant une manière de reconnaître l'expertise d'“en bas”, de ceux qui sont confrontés aux conséquences directes des sujets évoqués.

- La difficulté des médias à générer du débat démocratique tient aussi aux conditions de leur production, en particulier aux relations profondément inégalitaires entre “producteurs” (en gros, les seuls journalistes) et “consommateurs” d'informations. A ce monopole dans la production de l'information s'ajoute une opacité considérable vis-à-vis des “consommateurs” : un lecteur-auditeur-téléspectateur ignore à peu près tout des conditions dans lesquelles a été fabriquée l'information qu'il a sous les yeux : est-elle le fruit d'un travail de quelques heures ou de plusieurs jours ? quelles ont été les sources consultées ? des points de vue contradictoires ont-ils été recueillis ? Cette opacité s'étend aux conditions économiques dans lesquelles les médias évoluent : Serge Halimi note dans Les nouveaux chiens de garde que, contrairement, à leurs collègues américains, les journalistes français “oublient” d'informer leurs lecteurs ou auditeurs de l'existence possible d'un conflit (ou d'une collusion) d'intérêts entre leur propriétaire et l'information qu'ils relatent…

- Enfin, les médias, dans leur grande majorité, ignorent tout des outils et méthodologies inventés depuis une vingtaine d'années pour renouveler les procédures démocratiques. Par exemple, les “conférences de consensus” qui permettent à des citoyens, tirés au sort comme les jurés d'assises, d'émettre un avis collectif – sur des sujets aussi controversés que les OGM ou l'effet de serre – après avoir reçu une information précise et contradictoire sur la question. Les premières expériences de ce type illustrent à quel point la dynamique collective ainsi engendrée permet de dépasser le simple agrégat des opinions individuelles et de faire émerger une “opinion commune”. La plupart des médias, eux, préfèrent se fier aux bons vieux sondages qui ont le double avantage de s'adresser à des individus pris isolément et de conforter – par un “effet-miroir” – le conservatisme au détriment de l'innovation, de privilégier la “pensée commune”, banale et presque automatique, au détriment d'une pensée “construite en commun”.

Une réponse possible : des médias “citoyens” ?

Ces dernières années, au fil de l'émergence et du développement de nouveaux mouvements civiques et sociaux, l'idée que les médias constituent l'un des obstacles à la transformation politique et sociale s'est imposée. Et le sentiment s'est renforcé que l'univers médiatique lui-même était à l'abri de tout changement majeur.

L'idée de "médias citoyens", c'est-à-dire de médias favorisant l'intervention des gens sur les problèmes qui les concernent, apparaît pourtant comme une réponse pertinente. Encore faut-il, pour constituer une alternative crédible, qu'ils répondent point par point aux principaux obstacles décrits ci-dessus. Pour le dire plus clairement, il ne s'agit pas seulement de "changer de contenu" : ce sont les conditions même de la production et de la diffusion de l'information qu'il faut revoir si l'on veut que ces nouveaux médias deviennent effectivement des vecteurs de citoyenneté.

1. Cultiver l'esprit critique, promouvoir la diversité

Là se joue la réponse alternative à l'imposition d'une "pensée unique".

- Cela commence par la multiplication des analyses démystifiant les prétendues évidences de l'économisme dominant. Il ne s'agit pas d'opposer une théorie économique à une autre : dans ce combat contre les effets toxiques de la pensée unique, toutes les approches doivent être mobilisées afin de montrer aux citoyens que l'économie n'est pas la seule affaire des économistes ! De ce point de vue, le travail de Patrick Viveret sur "les nouveaux facteurs de richesse" – à partir d'une approche philosophique et anthropologique – ouvre des perspectives d'appropriation des enjeux économiques par les non-spécialistes.

- Tourner le dos à la pensée unique suppose aussi de sortir de l'emprise marchande qui étreint l'univers médiatique. Traditionnellement, la réponse aux médias "de marché" semble être un retour en force vers le service public. Faut-il pourtant, par exemple, cultiver une certaine nostalgie pour l'époque où l'ORTF était entièrement inféodée au pouvoir politique ? Entre le "tout-marché" et le "tout-Etat", nous avons appris, au fil des ans, à reconnaître la pertinence des diverses formes d'économie sociale et solidaire. N'est-ce pas là un cadre idéal pour développer de nouveaux médias, reposant sur des pratiques coopératives, un partage de l'information et la participation des lecteurs ? Naturellement, de tels projets supposent un financement hybride : une part des ressources devrait provenir du secteur public sur des missions d'intérêt général ou des activités contribuant à créer de la richesse collective (par exemple, en renforçant le lien social).

- Réduire le poids croissant du marketing dans les médias suppose aussi de multiplier les approches transversales, universalistes : en clair, ne plus s'adresser aux citoyens en fonction de critères qui les distinguent (l'âge, le sexe, le niveau culturel, l'activité professionnelle, les loisirs…) mais en s'efforçant de toucher ce qui les rassemble, là où les problèmes qu'ils rencontrent sont identiques. Bref, opposer à la presse marketing une presse "politique", au plein sens du terme.

- Enfin, la lutte contre le conformisme et le mimétisme suppose de chercher à l'infini à varier les sujets, les modes de traitement, les personnes interrogées, les questions posées… Au lieu de s'enfermer dans des genres prédéterminés (l'analyse critique, la "bonne nouvelle", etc.), les médias citoyens doivent cultiver le paradoxe et la diversité. Pour paraphraser les propos du sous-commandant Marcos, il ne s'agit pas d'opposer à la pensée unique des médias dominants "une autre presse possible", mais une presse "dans laquelle toutes les autres presses soient possibles".

2. Pousser les lecteurs-auditeurs-téléspectateurs à l'action

Là se joue la réponse au sentiment d'impuissance et à la résignation.

- Le premier enjeu consiste à traiter des sujets complexes de manière simple et accessible. Recourir au mode narratif et à des histoires concrètes constitue un excellent biais pour échapper à deux risques symétriques : d'un côté, celui de la simplification excessive ; de l'autre, celui de la sophistication et de l'hermétisme.

- Une autre piste réside dans la valorisation des expériences contribuant à la construction d'une société plus démocratique et solidaire. Encore faut-il, pour aller plus loin que le simple "coup de projecteur" :

- permettre l'échange des expériences et le transfert des pratiques entre leurs promoteurs ;

- jeter des ponts entre ces initiatives "micro" et l'analyse des mécanismes "macro" du monde.

Ce n'est qu'à ce prix, en faisant le lien entre l'action locale et la réflexion globale, que la valorisation des initiatives peut réaliser sa pleine portée transformatrice.

De même, l'information sur les initiatives, pour inciter vraiment à l'engagement citoyen, doit-elle :

- expliciter les stratégies à l'œuvre derrière telle ou telle initiative ;

- fournir toutes les informations pratiques nécessaires pour passer à l'action.

Enfin, la plus grande vigilance doit être portée face aux "effets d'annonce" et autres "coups de bluff" qui n'ont pour objet que de décourager l'engagement militant. Soucieux de sa responsabilité sociale, un média citoyen

doit avoir pour première préoccupation celui des effets de sa production sur l'action collective.

3. Devenir un outil du débat public démocratique

Là se joue la capacité des médias citoyens à revenir aux fondements politiques du journalisme : participer à la construction de l'"intérêt général".

- Face au poids grandissant des spécialistes et autres "consultants", les médias citoyens s'efforcent d'apporter aux gens du peuple les conditions pour développer une parole construite, qui pèse le même poids que celle des experts patentés.

- Les médias citoyens doivent aussi refuser que les journalistes assurent seuls le monopole de la production de l'information. Dans sa vie quotidienne, tout citoyen est à la fois producteur et récepteur d'informations de toute nature. Mais l'emprise des médias sur nos vies a fini par nous faire perdre cela de vue. Heureusement, l'usage d'Internet permet aujourd'hui de renouer avec cette idée. Attac le sait bien qui vit quotidiennement les effets bénéfiques de cette nouvelle culture de l'information.

Il s'agit, par exemple, de développer des pratiques de "co-production de l'information" avec des acteurs sociaux ou des groupes locaux, comme le font les sites Internet Place Publique et Médiasol : bien sûr, pour éviter le côté "café du commerce", il convient de former les personnes ainsi impliquées aux techniques d'écriture journalistiques, mais aussi à certaines règles déontologiques (refus de la diffamation, par exemple).

Les expériences coopératives menées par plusieurs médias – écrits ou Internet – à travers les "rédactions communes" sur des événements comme le Forum social mondial vont dans le même sens.

Enfin, annoncer systématiquement les conditions dans lesquelles tel article a été écrit contribuerait fortement à réduire l'opacité entre producteurs et consommateurs d'information.

- Pour contribuer à produire véritablement du débat, les médias citoyens devraient s'inspirer des méthodologies de "construction de désaccords" ou des outils de démocratie participative. Là encore, la complémentarité des supports papier et Internet permet d'envisager la construction progressive d'un intérêt général sur un sujet donné…

Les pistes ci-dessus n'épuisent pas le champ ouvert aux médias citoyens pour transformer les conditions de production de l'information. Elles dessinent un cadre qui permet de penser, dans notre lutte pour créer d'autres mondes possibles, à l'invention d'autres médias possibles…

(1) La fabrication de l'information, La Découverte, 1999.

* Philippe Merlant, rédacteur en chef de la revue Transversales Science Culture (membre fondateur d'Attac), coordonne la commission "économie sociale et solidaire, développement durable et solidarité internationale" d'Attac. Il est aussi co-fondateur de Place Publique (le site Internet des initiatives citoyennes), qui a développé l'idée de "médias citoyens". Cet article s'inspire également du travail sur les médias que mène actuellement la compagnie de théâtre-forum NAJE (Nous n'Abandonnerons Jamais l'Espoir). La première représentation de ce spectacle aura lieu le 26 avril, au théâtre de Chelles (c'est gratuit !).
Contact pour cet article. philippe.merlant@wanadoo.fr

Peut-on se libérer des formats médiatiques?

Par Dominique Cardon et Fabien Granjon. Sociologues

Le mouvement alter-mondialisation et l'Internet

L'édification de réseaux transnationaux de militants réclame des moyens particuliers pour la coordination des actions collectives, la diffusion de l'information et l'entretien d'une structure multipolaire. Ce n'est pas sans raison que les réseaux de lutte contre la gestion néo-libérale de la mondialisation ont développé un usage précoce et décisif de l'Internet. Géographiquement séparés et n'ayant que rarement l'occasion de se rencontrer en dehors des grands rassemblements, les alter-mondialistes ont incorporé le réseau des réseaux dans la plupart de leurs pratiques militantes(1). Les technologies de l'Internet participent ainsi à la constitution d'un nouveau répertoire d'action collective(2) (appels à mobilisation, réseaux d'alerte, sit-in virtuels, pétitions en ligne, mail-bombing, etc.). Le web et les listes de diffusion favorisent aussi de nouveaux modes coopératifs de production et de diffusion de l'information. En peu de temps, la Toile est devenue le principal espace de visibilité des réflexions et des actions du mouvement alter-mondialisation. Même si son audience reste limitée à une nébuleuse ouverte de militants et de journalistes intéressés, la couverture sur le web des contre-sommets (Seattle, Prague, Québec, Gênes, Porto Alegre, Florence, etc.) tranche sensiblement avec celle assurée par les médias traditionnels. Bien que cette distinction soit très artificielle, il n'est pas très difficile de constater que cette production alternative d'information en ligne est plus documentée, plus illustrée, plus polémique et beaucoup plus focalisée sur les enjeux de la critique de la globalisation que celle produite par la presse professionnelle(3).

Critique " anti-hégémonique " et critique " perspectiviste " des médias

La critique des médias est centrale dans la constitution du mouvement alter-mondialisation. Elle inspire la création d'influents watchdog, comme FAIR (Fairness and Accuracy In Reporting), ONG effectuant une

surveillance de la couverture journalistique des actions militantes. Parmi les membres fondateurs d'Attac on compte également de nombreux organes de presse (Le Monde Diplomatique, Charlie Hebdo, Politis...) développant eux-mêmes des positions critiques à l'égard du fonctionnement du monde journalistique. Cette vigilance constitue une des sensibilités les mieux partagées par les militants alter-mondialistes particulièrement attentifs à la fabrication des représentations dominantes et au risque de se voir déposséder de leur expression. On voudrait soutenir ici que si l'Internet joue un rôle important dans la constitution du mouvement mondial de résistance au néo-libéralisme, c'est notamment parce qu'il offre un terrain expérimental sur lequel peuvent s'édifier des dispositifs de publication cherchant des alternatives aux pratiques médiatiques les plus critiquées.

Très sommairement, on peut isoler deux directions différentes dans les critiques que le mouvement alter-mondialiste adresse aux médias(4). Une première critique, dont Le Monde diplomatique est le représentant attitré en France, peut être appelée anti-hégémonique. Elle s'attache à mettre en lumière la fonction propagandiste des " appareils idéologiques de la globalisation " que sont les médias et appelle à la création d'un " contre-pouvoir critique ". Forte de nombreux succès d'édition (P. Bourdieu, N. Chomsky, S. Halimi, I. Ramonet), elle dénonce pêle-mêle l'allégeance des entreprises de presse au monde politico-économique, la clôture de l'espace journalistique sur ses enjeux professionnels, la recherche du profit et le sensationnalisme. Avec des différences sensibles selon les auteurs, les journalistes sont alors appelés à reproduire la pensée dominante par idéologie, par connivence ou par l'effet des contraintes qu'exercent sur eux les conditions de production de l'information. Ce n'est d'ailleurs que dans ce dernier cas que les critiques anti-hégémoniques accordent aux journalistes une lucidité suffisante sur le système médiatique pour pouvoir participer à la formulation de réformes et d'alternatives. Les questions de la vérité et de l'erreur, de la tromperie et de la cécité sont décisives. Et il est frappant de constater que les alternatives avancées par la critique anti-hégémonique des médias présentent de fortes proximités avec le travail des sciences sociales : référence au modèle de scientificité de l'exactitude, distanciation maximum, temps long de l'investigation, rupture avec les formats courts et les formules, faible intégration du lecteur dans les préoccupations du rédacteur. Le discours contre-hégémonique doit produire une contre-expertise.

Une seconde critique des médias, d'inspiration libertaire, s'élève contre la clôture du cercle des producteurs d'information et l'asymétrie entretenue à l'égard de leurs lecteurs. La critique perspectiviste refuse l'accaparement de la parole par les professionnels, les porte-parole et les experts. Moins focalisée sur la question de la vérité que sur celle de l'affirmation expressive des subjectivités, elle s'attache principalement à défendre et à promouvoir les droits du locuteur. Elle puise son inspiration dans les manifestes militants de défense des médias communautaires, alternatifs ou radicaux(5) et s'incarne plus récemment dans les positions autonomes d'Harry Cleaver(6) ou de Michaël Hardt et Toni Negri(7) avec leur thématique de la multitude. Elle entretient par ailleurs d'étroites affinités avec les positions défendues par les militants politisés du logiciel libre(8). Face aux tendances monopolistiques qui s'exercent dans l'espace public, la critique perspectiviste revendique l'instauration de dispositifs de prises de parole ouverts. Elle milite pour l'affranchissement à l'égard des contraintes imposées par les formats médiatiques qui tendent à privilégier l'expression des locuteurs capables d'en honorer les exigences sociales et culturelles et à écarter ceux qui, ne possédant pas les compétences et les qualités requises, ne peuvent les satisfaire.

Si ces deux critiques, anti-hégémonique et perspectiviste, sont parfois confondues, les traditions de pensée qui les nourrissent sont sensiblement différentes. La première, essentiellement centrée sur la critique du fonctionnement du champ journalistique, se montre d'ailleurs souvent très critique à l'égard des postulats " naïfs " des participationnistes, leur relativisme et de leur fascination pour les technologies de l'Internet(9). Ces derniers considèrent, quant à eux, que la dénonciation de la pensée unique constitue une proposition insuffisante pour créer de réelles alternatives, notamment parce qu'elle ne garantit rien contre la reconstitution d'autres formes de confiscation de la parole, par les experts ou les porte-parole d'organisations militantes.

Il est frappant de constater que ces deux types de critiques trouvent à s'exprimer à travers deux grandes familles de dispositifs construits sur l'Internet par les acteurs du mouvement alter-mondialisation, les sites de contre-expertise et les sites média-activistes. Cette distinction ne cherche pas à résumer un ensemble enchevêtré de formats de communication, de techniques de diffusion de l'information et de modèles de partage des ressources éditoriales entre publications. Elle entend simplement pointer deux orientations différentes dans l'espace du web militant. Celui-ci offre en effet de très nombreuses ressources à la constitution quasi expérimentale de médias alternatifs. La plasticité technique de l'outil favorise l'invention de formes médiatiques innovantes. Les coûts de développement et de production sont réduits et les problèmes de distribution limités. Les différents métiers de la chaîne de production journalistique sont intégrés et ils peuvent de plus en plus facilement être pris en charge par des rédacteurs dotés d'un minimum de compétences informatiques. Le travail de production de l'information est assez largement bénévole. Enfin, en empruntant sans doute à la culture de l'informatique libre, le milieu des militants de l'information français a développé des pratiques de coopération et d'échanges d'articles entre publications et organisations.

Quelques sites de l'alter-mondialisation

Sites de contre-expertise :
- Attac : http://attac.org/
- Les Cybersolidaires : http://www.cybersolidaires.org
- Les Pénélopes : http://www.penelopes.org
- Mediasol : http://www.mediasol.org
- InterActivist Infos Exchange : http://slash.autonomedia.org/
- Transnationale : http://www.transnationale.org

Sites média-activistes :
- Carta : http://www.carta.org/
- Centre des médias alternatifs du Québec : http://www.cmaq.net/
- Independant Media Center : http://www.indymedia.org/.
- Nodo50 : http://www.nodo50.org.
- Samizdat : http://www.samizdat.net.
- Sherwood Comunicazione : http://www.sherwood.it/.

Dispositifs de contre-expertise

Les sites " contre-hégémoniques " sur Internet sont nombreux. Certains sont des " webzines " militants n'ayant pas d'autre support que l'Internet comme Les Pénélopes ou Cybersolidaires sites cyberféministes, Place publique site de l'Internet citoyen ou Mediasol, le portail de l'économie solidaire. D'autres sont les sites web d'une publication papier ou d'un collectif de médias ayant une ligne éditoriale clairement " engagée " au côté du mouvement alter-mondialisation (Rouge, Politis, Témoignage Chrétien...), d'autres sont liés à des groupements associatifs et militants (Attac, No Pasaran, Les Amis de la terre...) ou à des moments de la mobilisation comme la " Farandole internationale de l'information indépendante " (La Ciranda) créée pour mutualiser les différentes productions journalistiques et militantes du Forum social mondial de Porto Alegre. Ces médias se posent parfois dans une logique de concurrence avec l'espace public des mass-media, notamment pour la couverture des manifestations et des contre-sommets. Mais ils se définissent surtout comme des espaces de contre-expertise proposant sur des questions spécifiques un discours mêlant spécialisation et indignation. Sur les thèmes de l'eau, de la dette, des femmes, des inégalités Nord/Sud ou de la brevetabilité du vivant, ils accueillent la production éditoriale des universitaires, des intellectuels et des militants " réflexifs " qui se sont impliqués à différents degrés dans le mouvement alter-mondialiste. Ces médias mettent en oeuvre des techniques de critique informationnelle qui, sans être originale ni propre au web, peuvent s'exercer de manière continue et publique. Ils opèrent une surveillance parfois extrêmement technique des activités des organismes internationaux (comme les " Brèves OMC " publiées par le groupe Traités internationaux d'Attac-Marseille). Ils exercent une pression continue pour obtenir documents et informations de la part des entreprises et des institutions. Ils produisent des archives en réunissant des informations habituellement dispersées (comme sur le site <transnationale.org> qui cartographie les liens capitalistiques des multinationales) et exercent un droit de suite en questionnant avec ténacité leur cible.

Les sites de contre-expertise anti-hégémonique se caractérisent enfin par l'ouverture des formats d'écriture qu'ils proposent. On y trouve des textes courts et longs, distanciés et impliqués, modérés et radicaux, de caractère institutionnel ou empruntant la forme du témoignage personnel. Le discours de contre-expertise côtoie les textes militants établissant une proximité qui favorise le passage d'une posture de " savant-expert " à celle d'" intellectuel spécifique "(10). En mettant en œuvre des réponses à la critique de la légèreté dans le traitement de l'information et des contraintes de format adressées aux productions journalistiques, les sites de contre-expertise anti-hégémonique offrent cependant de nouvelles prises à la critique. Ils risquent de reconduire sur la scène de l'Internet un nouveau débat d'experts entre intellectuels proches des organisations et militants réflexifs, fermé sur lui-même et difficile d'accès pour les nouveaux entrants(11).

Dispositifs média-activistes

Les sites média-activistes peuvent être regardés comme des tentatives de mises en œuvre d'un média perspectiviste redistribuant à tous le droit à la parole et travaillant à l'effacement de la frontière entre producteurs d'informations bénévoles (militants, témoins) et professionnels (journalistes, experts). Le média-activisme dénonce en effet dans un même mouvement l'objectivité illusoire des professionnels de l'information ainsi que la parole autoritaire de l'élite militante qui représentent à ses yeux les deux principaux régimes de confiscation de la parole. Leurs critiques portent ainsi sur le caractère centralisateur, conformiste, autoritaire et oppressif des médias centraux, en regard desquels ils proposent des espaces de diffusion alternatifs auto-organisés, souples, libérés a priori de toute censure et permettant de donner une tribune à la multitude des acteurs collectifs et individuels qui dessine les contours fuyants du mouvement alter-mondialiste. Cette inspiration libertaire prend sa source dans la tradition des médias alternatifs particulièrement vivace en Amérique du Nord et du Sud depuis le début des années 70 et qui s'est surtout développée autour des radios communautaires et de l'activisme vidéo et dans l'expérience alternative des Centres sociaux en Italie(12).

Né en novembre 1999 lors du sommet de Seattle autour du Direct Action Network, le réseau Indymedia (Independant Media Center) incarne cette culture de l'autonomie dans l'espace du web militant(13). Il n'a pas de responsables attitrés, dispose d'une structure organisationnelle souple et discrète. Les 80 comités Indymedia répartis dans une vingtaine de pays fonctionnent sur une base auto-organisée et décentralisée. D'autres sites média-activistes peuvent lui être comparés, comme le Centre des médias alternatifs du Québec (CMAQ)(14). La principale caractéristique de ces médias est de soutenir le

principe de la publication ouverte (open publishing) permettant à l'ensemble des individus qui le désirent de publier en ligne, quasi-instantanément et en différentes langues, tout type de documents (textes, sons, images fixes ou animées). La plupart du temps, appliquant un principe de stricte transparence, les animateurs se refusent à exercer un contrôle éditorial. Les éditeurs de CMAQ souhaitent en revanche filtrer les contenus " haineux ", mais tout en maintenant le principe de l'open publishing. Aussi les nouveaux textes sont-ils publiés immédiatement sur le site, mais dans une rubrique spécifique : " En attente de validation ". Le modèle de fonctionnement des média-activistes tente autant que possible de promouvoir une structure collaborative minimisant les relations d'autorité. Se défiant des procédures de délégation, de représentation et de vote, les média-activistes s'en remettent au principe du consensus. A la différence de la critique développée dans les médias de la contre-expertise qui emprunte plutôt les formes habituelles de la dénonciation (les persécuteurs sont les entreprises, les Etats et les Organisations internationales ; les victimes sont les paysans et les travailleurs), les sites média-activistes appuient plutôt une dénonciation des forces de répression de l'Etat (police et armée) en prenant la défense des sans (droit, logement, papier, emploi...). Ils entreprennent aussi de mettre les informations directement à disposition de l'action militante (tracts, lieux de rendez-vous, suivi en ligne en direct des manifestations, etc.), en se méfiant des formes hiérarchiques de contrôle et de cadrage des mobilisations.

N'exerçant aucun contrôle sur le format des textes postés, les contributions au site d'Indymedia-France sont extrêmement hétéroclites. Certaines prises de parole s'émancipent des conventions de l'écriture experte, journalistique ou militante et endossent une forme très subjective. On trouve rassemblés des convocations militantes, des recopies commentées et annotées d'articles de presse, des échanges personnels entre militants, des pétitions, des textes théoriques ou des opinions déclenchant des cascades de réponses, des coups de gueules, des poèmes et des injures. Contrairement aux médias contre-experts qui offrent finalement assez peu d'espaces de débats, les dispositifs média-activistes s'appuient largement sur des listes de diffusion et des forums (non orientés vers la prise de décision) où sont discutés, souvent dans une cacophonie de points de vue, de la pertinence et de la teneur des contributions. Sans doute cette variété de formats d'énonciation est-elle, en principe, nécessaire à l'ouverture d'un espace de parole à des non professionnels. Il faut cependant constater que dans la majorité des cas, ces espaces de parole se referment plutôt sur un cercle - il est vrai ouvert et perméable - de militants aguerris, notamment du fait du niveau élevé de politisation et de radicalité des propos. Le modèle de l'open publishing est fragile. Répondant à " l'exigence d'un espace de publication ouvert à la polyphonie des sujets actifs du mouvement ", il échappe toutefois difficilement aux " pièges d'un " forum " où tout est déversé en vrac, de l'info factuelle au texte d'humeur en passant par le tract ou l'article d'analyse15 ". Il laisse par ailleurs ouverte la voie à des provocations comme l'infiltration de textes antisémites qui a déclenché le gel par ses animateurs du site français d'Indymedia. Sans être contesté dans son principe, les débats de la communauté média-activiste, remettent aujourd'hui en cause les effets indésirables de l'open publishing pour essayer d'établir des règles de modération et de contrôle collectif des formats de publication.

Le réarmement de la parole critique

Les médias alternatifs de l'alter-mondialisation n'offrent pas de solutions radicalement différentes aux problèmes rencontrés par les médias centraux. Ils partagent les mêmes enjeux, affrontent les mêmes événements et interrogent les faits avec les mêmes outils interprétatifs. Cependant les ressources techniques du média, l'absence d'exigences de rentabilité et le bénévolat des rédacteurs permettent d'alléger certaines des contraintes qui pèsent de façon beaucoup plus lourde sur la production d'informations dans les formats médiatiques traditionnels. Aussi, le réarmement du discours critique est-il rendu possible dans ces espaces de parole par un déplacement des contraintes qui pèsent habituellement sur le rédacteur vers le récepteur. En présupposant un lecteur actif, participant lui-même à la production de l'information ou expert concerné et curieux, les dispositifs de publication de l'alter-mondialisation se libèrent des formats d'écriture imposés par le souci de faciliter la rencontre avec un public large et pressé. Ils facilitent la contre-enquête, la polémique, l'expression des témoins et des victimes. Ce faisant, ils prennent aussi le risque de réduire leur public à un cercle restreint de militants, d'experts et de journalistes, seules populations disposées à circuler dans cet enchevêtrement de textes(16). L'engagement dans ces dispositifs ne bénéficie alors qu'aux individus dotés d'un capital social et culturel leur permettant d'avoir à la fois un intérêt certain pour la politique et une maîtrise a minima de la télématique.

Moins en rupture qu'en tension avec le travail des médias centraux, cette production éditoriale sur Internet exerce quelques effets sur la couverture des phénomènes de globalisation. D'abord parce que les journalistes sont sans doute les premiers à venir prélever de l'information sur ces sites et que certains ont noué des relations d'interdépendances fortes avec les acteurs et les militants du " web anti-mondialisation "(17). Mais aussi parce que les énoncés et les manières d'énoncer qui se sont développés sur ces médias ont contribué à redonner une force et une forme nouvelle au discours de la critique internationale. Bien que l'Internet ne soit que le support de ce réarmement du discours critique, il faut constater qu'il a permis de lever des interdits pesant sur la forme des arguments et sur le ton des prises de parole(18). Les médias de la contre-expertise ont redonné force à certains formats

d'énoncés, en facilitant le déploiement d'une rhétorique de la preuve, de la vigilance et de l'investigation. Les média-activistes ont exploré des formats d'énonciation encourageant le témoignage, l'appel à la mobilisation et la colère. Peut-on pour autant attribuer à ces médias des transformations qui trouvent principalement leur explication dans l'analyse des relations entre espaces militant et intellectuel ? Est-ce d'ailleurs bien l'enjeu ? Un des débats récurrents dans le champ des médias radicaux est de savoir s'il faut concevoir les médias militants comme une alternative à l'espace médiatique conventionnel, cherchant à le concurrencer, le réformer ou lui imposer un nouvel agenda, ou bien comme des " médias citoyens "(19) cherchant à multiplier les dispositifs réflexifs au sein de la sphère militante, à favoriser les expériences de mise en récit des engagements et à faire de la question de la " démocratisation de l'information " un enjeu local, ciblé et spécifique à chacune des luttes engagées.

Dominique Cardon et Fabien Granjon
Contact pour cet article fabien.granjon@rd.francetelecom.com

Première publication. Revue « Mouvements » n°25 - , Seattle, Porto Alegre, Florence... naissance d'un contre-pouvoir, La Découverte, Paris, janvier-février 2003.

1. Voir F. Granjon, L'Internet militant. Mouvement social et usages des réseaux télématiques, Rennes, Apogée, 2001.
2. Voir S. Ollitrault, " De la caméra à la pétition-Web. Le répertoire médiatique des écologistes ", Réseaux, n° 98, 1999, p. 153-185.
3. Voir dans le cas de la couverture de Porto Alegre : D. Cardon, F. Granjon, " La radicalisation de l'espace public par les média-activistes. Les pratiques du web lors du second Forum social mondial de Porto Alegre ", Communication au VIIe Congrès de l'Association française de science politique, Lille, 18-21 septembre 2002.
4. On reprend dans ce texte une partie du répertoire de critiques adressées aux journalistes qu'a mises à jour C. Lemieux. Voir : " Critique du journalisme ", Mouvements, n°15-16, mai-août 2001 et Mauvaise presse. Une sociologie compréhensive du travail journalistique et de ses critiques, Paris, Métailié, 2000.
5. Voir F. Guattari, La révolution moléculaire, Paris, 10/18, 1977.
6. H. Cleaver a notamment monté le réseau de diffusion du mouvement zapatiste. De nombreuses informations sur cette expérience sont consultables sur son site web personnel : http://www.eco.utexas.edu/faculty/cleaver/zapsincyber.html.
7. Voir M. Hardt, A. Negri, Empire, Paris, Exils, 2000. Les thèses de Miguel Benasayag sont également mobilisées. Voir M. Benasayag, D. Sztulwark, Du contre-pouvoir, Paris, La Découverte, 2000.
8 Voir O. Blondeau, F. Latrive, dir., Libres enfants du numérique, Nîmes, Editions de l'Eclat, 2000 ; F. Couchet, B. Drieu, A. Papathéodorou, " Dernières(s) balise(s) avant mutation ", http://infos.samizdat.net/article.php3?id_article=29.
9. Voir S. Halimi, " Des "cyber-résistants" trop euphoriques ", Le Monde Diplomatique, août 2000.
10. Voir M. Foucault, " La fonction politique de l'intellectuel ", Dits et écrits II. 1976-1988, Paris, Quarto Gallimard, texte 184, p. 109-114.
11. Voir les remarques d'E. Neveu, " Médias, mouvements sociaux et espaces publics ", Réseaux, n° 98, 1999, p. 17-85.
12. Voir J. D. Downing, Radical Media. Rebellious Communication and Social Movements, London, Sage, 2001 ; C. Atton., Alternative Media, Londres, Sage, 2002.
13. Voir J. D. Downing, " The Seattle IMC and the Socialist Anarchist Tradition ", in M. Raboy, ed., Global Media Policy in The New Millenium, Luton, Luton University Press, 2001.
14. A cet égard, le site média-activiste français de Samizdat, d'inspiration autonome, fait exception en refusant le principe de l'open publishing pour préférer se constituer en centre de ressources militantes et assurer une couverture des mobilisations par des cercles affinitaires de correspondants. Voir X. Crettiez, I. Sommier, La France rebelle, Paris, Michalon, 2002, p. 417-420.
15. J.-P. Masse, A. Papathéodorou, " Communiquer à Gênes, communiquer Gênes ", in Samizdat.net, Gênes. Multitudes en marche contre l'empire, Paris, Reflex, 2002, p. 243-251.
16. Les enquêtes sur la réception du web sont rares et doivent mettre en place des méthodologies originales (V. Beaudouin, C. Licoppe, " Parcours sur Internet ", Réseaux, n° 116, novembre-décembre 2002). On peut cependant faire l'hypothèse de l'existence autour du noyau de rédacteurs et de militants actifs, d'une importante couronne d'internautes concernés s'intéressant irrégulièrement à ces sites. Le site spécial d'Attac pendant le FSM 2002 a enregistré une moyenne de 180 000 connexions par jour.
17. Voir : C. Losson, P. Quinio, Génération Seattle. Les rebelles de la mondialisation, Paris, Grasset, 2002.
18. Sur la transformation des formes du discours critique, voir : D. Cardon, J.-P. Heurtin, " La critique en régime d'impuissance. Une lecture des indignations des auditeurs de France-Inter ", in B. François, E. Neveu, dir., Espaces publics mosaïques, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 1999, p. 85-119.
19. Voir C. Rodriguez, Fissure in the Mediascape. An International Study of Citizen's Media, Cresskill, Hampton Press, 2001.

Quand l'information numérique bouscule démocratie et économie

Par Véronique Kleck et Valérie Peugeot. Association Vecam (www.vecam.org).

Internet transforme les modes traditionnels, hiérarchisés et contrôlés, de diffusion de l'information. Les logiciels libres mettent en cause la notion de

propriété intellectuelle. Autant d'exemples qui illustrent la brèche ouverte par les technologies informationnelles dans le paysage économique et politique.

Depuis 1989, l'avenir est sans horizon. Comme si la sortie du bipolaire nous interdisait de penser un futur autre. Comme si l'humanité avait épuisé son imaginaire en sortant du binaire. Comme si la complexité d'un monde multiculturel et multipolaire l'empêchait d'inventer les formes renouvelées du vivre et du produire ensemble. Et pourtant, dans cette morosité de la pensée et de l'action politique, ce sont des séries de 0 et de 1 qui nous invitent à l'audace. La révolution informationnelle, une fois le rideau de fumée de la net économie dissipé, prend des couleurs. Des couleurs qui se glissent dans notre vie aussi bien politique qu'économique. Depuis plus de dix ans (1), nous avons été quelques-uns à rêver la démocratie participative comme une réponse à la crise larvée de nos démocraties représentatives. Avec tant de succès que le terme en a été repris à tort et à travers. Au-delà des effets de mode et de manche, une authentique transformation de nos démocraties est en train de prendre corps. Subtilement, contre vents nationalistes et marées sécuritaires.

Les signes du renouveau démocratique

La transparence, pierre fondatrice de la qualité démocratique, devient incontournable. En cinq ans, les outils à la disposition des acteurs publics sont devenus d'une telle simplicité technique que les arguments tombent un à un quand il s'agit d'empêcher le partage de l'information. Partage qui constitue aujourd'hui la valeur démocratique par excellence et déstabilise, dans le même mouvement, la notion de pouvoir. L'enjeu est donc encore et toujours culturel et politique : nos élus doivent s'approprier non pas les techniques mais les usages de ces dernières. Sans attendre que ce mouvement se fasse du côté institutionnel, de nombreux collectifs innovent sur le terrain de la transparence. C'est par exemple en Bretagne Radio-phare (2), réseau de citoyens qui met en place une politique de veille sur les pollutions maritimes à travers un site. Ou encore l'association Médias-cité qui développe un outil d'aménagement du territoire et de gestion de l'accès public en Aquitaine (3). Aujourd'hui, quiconque peut, réellement ou virtuellement (4), partager toute information dont il est porteur et créer un appétit collectif pour une information toujours plus qualitative. Ce qui n'interdit pas pour autant des politiques publiques actives, bien au contraire. Les partisans des modes traditionnels de diffusion de l'information (descendante, hiérarchique, contrôlée) vont se retrouver peu à peu isolés. Nous assistons à un mode de basculement par la marge, inhabituel dans nos sociétés occidentales dominées par le mode majoritaire. Que quelques-uns montrent que “ c'est possible ”, et c'est déjà le rendre “ réel ”. Le fait qu'Indymedia (5) existe n'a certes pas changé le monde des médias traditionnels. Mais il montre que le pouvoir médiatique peut être questionné et que, à l'échelle planétaire et non plus seulement locale (6), nous ne sommes pas condamnés à une information contrôlée par quelques groupes médiatiques répondant à des enjeux économiques. À terme, la multiplication de ces médias en ligne indépendants ne peut que bouleverser la pratique des médias traditionnels.

Au-delà de la transparence, les technologies enrichissent le processus démocratique, en particulier l'espace public. C'est là l'intérêt d'un passage d'une société de communication de mass-média (et donc unidirectionnelle) à une société de communication interactive. Une rupture que beaucoup ont encore du mal à assimiler, confondant information et communication, médias et réseaux. La diffusion des logiciels d'auto-publication (7) ne contribue-t-elle pas à transformer de façon radicale la position de l'individu dans l'espace public ? De consommateur d'information, il devient créateur de contenus. Lorsqu'une mairie (8) dédie aux associations de son territoire des espaces de son site web sur lesquels elles ont un contrôle direct, sans relais technique ou politique, elle rend visible la richesse de sa vie associative et ouvre en grand son espace public. Ce faisant, elle abandonne une part de pouvoir au sens traditionnel du terme – celui du contrôle sur l'information – mais elle se donne les moyens d'un débat démocratique de qualité. Au lieu de limiter le temps du débat au temps de la campagne électorale – et quel débat ! –, c'est là redonner ses lettres de noblesse au processus démocratique, à l'amont du vote. C'est commencer à sortir du réductionnisme du mode représentatif, qui ne nous autorise que sporadiquement à quitter le statut de spectateur de la politique pour celui d'électeur. Quand les habitants d'une favela (9) créent leur journal en ligne, quand les jeunes d'un quartier défavorisé d'une grande ville lancent leur radio en ligne (10), ce sont des “ sans voix ” qui reprennent pied dans l'espace public, des citoyens qui reconquièrent une parcelle fondamentale de pouvoir.

Dans une même logique, les dernières générations d'outils se tournent vers la coécriture, la véritable intelligence collective. Nous n'en sommes là, d'un point de vue technologique, qu'à la préhistoire. Mais quel saut démocratique, le jour où la rédaction d'une motion politique d'un parti ou d'un mouvement social ne sera plus aux mains de quelques militants aguerris présents à trois heures du matin dans une salle désertée, mais gérés simultanément in situ et en ligne, avec possibilité d'interagir pour les militants de province et les personnes moins rompues à ce genre d'exercices ! Gardons-nous cependant de deux illusions : Ces outils ne sont rien par eux-mêmes. Ils ne peuvent se développer que s'ils répondent à une aspiration démocratique de fond. De même qu'un budget participatif façon Porto Alegre (11) plaqué sur une ville sans tradition participative tient plus du gadget que de la rupture politique, ces outils n'ont de sens que s'ils servent un authentique désir de partage de pouvoir. Autre illusion, celle d'une forme de positivisme démocratique. Comme nous l'avons mentionné

précédemment, c'est la logique du radicalisme qui paye en ce moment dans l'interaction technologie-société : l'innovation déborde les résistances. Mais nous ne sommes pas face à un mouvement inéluctable, loin de là. Il revient aux militants de faire un travail interne à leurs partis, associations, communes, pour mettre en pratique ces innovations techno-démocratiques. Et il échoit aux militants de l'Internet citoyen et solidaire de créer en direct ou de pousser les chercheurs et développeurs vers l'invention d'outils qui répondent à ces aspirations démocratiques.

Modèles productifs : des mythes en voie de disparition

L'autre brèche ouverte par les technologies de l'information et de la communication se situe sur le terrain économique. Ce ne sont rien moins que le travail, le capital et la propriété qui sont mis à mal par l'entrée dans l'ère du numérique et des réseaux (12). Le passage à une société où la connaissance et le savoir deviennent une des sources premières de richesse entraîne des conséquences en cascade : le “ travailleur ” devient détenteur de son outil de production – son cerveau – qu'il peut faire fonctionner aux horaires qui lui conviennent, dans le lieu qui lui convient et pour des modes de rémunération qui ne sont pas que financiers (la reconnaissance par une communauté, la contribution à un processus d'intelligence collective…). Le rapport employeur/employé s'en trouve totalement transformé. Les productions étant de plus en plus des œuvres de l'esprit, sous forme numérique, donc immatérielles, la question de leur propriété se transforme. C'est tout le défi posé en première ligne par les logiciels libres, mais plus généralement la remise en cause de la propriété intellectuelle portée par tout acte de création, qu'il soit artistique ou non.

Les défenseurs du logiciel libre font plus que questionner, ils sont véritablement dans l'alternative. Leur modèle économique repose sur un système mixte : financement de la création et don. En général, le coût du développement initial est supporté par les informaticiens à l'origine du projet ; l'amélioration du logiciel est menée par une communauté d'utilisateurs potentiels éparpillés dans le monde, prêts à donner de leur temps pour pouvoir bénéficier d'un outil qui répond à leurs besoins ou pour simplement sentir la reconnaissance de leurs pairs. L'objet final – le logiciel –, mis sous licence libre, comme la GPL (13), devient de fait un bien commun de l'humanité en termes d'usage (14). Au-delà de la propriété, c'est la notion même de capital qui est battue en brèche.

Dans tout le secteur de la création numérique, encore une fois compris au sens large, les besoins en capital matériel – machines, outils – sont proches du néant. L'acquisition d'un ordinateur est quasiment à la portée de tout entrepreneur. Le centre de gravité se déplace donc vers le capital financier – avec les désastres que l'on sait – et le capital humain. La boucle est bouclée, en quelque sorte : le “ travailleur ” non seulement peut renégocier le cadre du travail productif, mais se trouve en position de détenteur du capital.

Là encore, nous n'en sommes qu'au bégaiement et nos médias se font surtout l'écho de ce que l'on pourrait qualifier de “ résistances du système ” : procès contre Napster pour empêcher la libre circulation de la musique via le MP3 ; refus des administrations de mettre en version libre les logiciels pourtant développés avec l'argent des contribuables ; montées au créneau des grands lobbys pour défendre la brevetabilité des logiciels ; grands procès autour de la propriété intellectuelle, etc. La controverse est féroce car ce sont tous les fondamentaux de nos systèmes qui sont remis en cause. Cela n'empêche pas des micro-acteurs d'expérimenter avec opiniâtreté. Une entreprise comme Easter-eggs (15), société de services en logiciels libres, est à ce titre exemplaire. Constituée en modèle coopératif – le capital, à montant minimal, est détenu par une association dont tous les salariés sont membres –, l'entreprise est gérée en utilisant un système de vote (un salarié = une voix) qui confère à chaque salarié le même poids dans les choix de l'entreprise. Elle croise ainsi un modèle d'économie solidaire avec une innovation démocratique, le tout en s'appuyant sur des outils coopératifs. Un but avoué : faire disparaître la notion de capital, en toute simplicité ! Transversales a toujours revendiqué le terme de “ révolution informationnelle ”. Certains ont pu voir dans ce choix sémantique une recherche de l'effet oratoire ou une fascination technologique. Nous commençons tout juste aujourd'hui à toucher l'épaisseur et la force de ces mots.

Le rendez vous public du sommet mondial de la société de l'information.

L'actualité internationale nous donne l'occasion d'aller plus loin dans ces débats. En effet en décembre 2003 se tiendra à Genève le Sommet mondial de la société de l'information , sommet qui se prolongera à Tunis en 2005. Ce sommet est une double première dans l'histoire des nations unies : c'est la première fois que ce thème est placé à l'avant des préoccupations des Nations unies à une telle échelle ; c'est surtout la première fois qu'un sommet Onusien est censé être porté par un secrétariat tripartite, comportant aux côtés des gouvernements, une section société civile et une section entreprises. Le fait que ce changement de méthode soit lié à cette thématique et non au sommet de Johannesburg par exemple, n'est pas anodin. Le champ des technologies de l'information constitue un espace d'expérimentation par nature : parce qu'il y a empathie possible entre le fond traité – la société de l'information et de la communication – et sa méthode – sortir des logiques de représentativité classique -, le sommet constitue une occasion unique de repenser nos processus démocratiques dans l'espace international. Encore faut-il en avoir une conscience collective et une intention sincère. Les débuts de la préparation du sommet ne laissent pas présager du meilleur : blocage de certains États sur la participation de la société civile ;

omniprésence des entreprises doublement inscrites dans le sommet, à titre individuel et à travers leurs organisations collectives ; définition fourre-tout de la société civile, les élus locaux censés travailler avec les ONG, les universitaires ou les parlementaires ; absence de mécanisme d'interaction entre le travail gouvernemental et le travail des autres acteurs impliqués ; tenues de réunions intergouvernementales fermées ; absence de moyens matériels pour permettre la participation des acteurs de la société civile…

Le consensus tacite

En réalité nous sommes pour l'instant revenus au fonctionnement classique de ce genre de manifestations, et dont Johannesburg a été une récente caricature : les experts sont consultés, les chancelleries négocient, les chefs d'État déclarent devant les médias, les entreprises se payent des lobbyistes, les ONG expriment leur mécontentement… Ces dernières vont logiquement être conduites à penser un contre/autre sommet (qui le cas échéant sera certainement relégué dans un autre bâtiment le plus loin possible du lieu où se réunissent les gouvernements) et pourront dire sans mentir qu'elles n'ont pas été écoutées…

Bref tout est bien en terre de démocratie représentative, où chacun occupe sa place de pouvoir et de contre-pouvoir : les gouvernements légitimement élus décident, les entreprises économiquement nanties influencent chaque jour un peu plus et la société civile pauvre financièrement, mais riche en capacité de mobilisation, crée du rapport de force. Contrairement aux idées reçues, ce schéma n'est pas seulement défendu par les acteurs apparemment dominant du système – gouvernements et entreprises -, mais également par grand nombre d'ONG et d'associations, y compris celles qui crient haut et fort que la “ société civile n'est pas consultée ”.

En réalité, ce qui se joue là n'est ni plus ni moins que l'invention d'un autre mode démocratique pensé pour l'espace international et à l'heure de la société en réseaux. L'idée d'un renouvellement démocratique par le biais de formes de démocratie participative fait son chemin dans l'espace local, mais la scène internationale n'arrive pas à s'inventer les formes de sa “ gouvernance démocratique ”. Les seuls schémas proposés comme alternative à l'intergouvernemental pur sont une projection, ou une translation dans l'espace supranational, de modèles inspirés de l'Etat-nation. De même que les pères fondateurs de l'Europe ont fait un formidable effort d'imaginaire politique pour penser les institutions de ce qui allait devenir l'Union européenne, n'avons-nous pas besoin d'un même effort pour inventer la démocratie planétaire ?

Certes on a vu fleurir ces dernières années dans différents espaces le débat sur la gouvernance, débat le plus souvent biaisé à sa racine du point de vue des acteurs de la société civile. Les exemples sont nombreux de “ consultations ” qui relevaient plus de la gesticulation médiatique que d'un véritable processus d'écoute réciproque.

Mais les réticences légitimes vis-à-vis de ce mot chargé historiquement s'expliquent aussi par la complexité des questions soulevées ; il met le doigt sur une interrogation forte qui traverse les débats des collectivités locales, des associations, des mouvements sociaux en ce moment. En effet, nombreux sont les acteurs qui dénoncent, à juste titre nous semble-t-il, le recul du rôle de l'État au profit du secteur privé, la perte de puissance publique, bref le recul de l'intérêt général au profit des intérêts économiques particuliers. De là, l'impossibilité d'ouvrir ce qui apparaîtrait rapidement comme la boîte de Pandore, c'est-à-dire relativiser la légitimité de l'État-Nation au profit d'autres sources de légitimité. Par exemple, comment simultanément réclamer plus de service public pour répondre aux besoins des gens et promouvoir une diversification des responsabilités dans la manière dont sont pensés et construits ces mêmes services publics ? Comment penser une démocratie plus participative sans pour autant déshabiller une démocratie représentative déjà bien mal en point ? C'est à ces difficultés fondamentales, que se heurtent bon nombre d'acteurs, qui à tout prendre donnent la priorité au choix dont les effets sont directement mesurables dans la vie des gens. On sait bien mesurer le coût social de politiques ultra libérales (l'histoire s'est chargée de nous l'apprendre), on n'évalue pas ou mal le coût collectif de l'inaction démocratique internationale.

Comment sortir de cette impasse ? Tout d'abord, il nous faut prendre ce débat à bras le corps, ne pas le négliger parce qu'il nous dérange. Si la conclusion doit en être une réaffirmation du modèle pouvoir/contre pouvoir, assumons le purement et simplement, sans chercher à prétendre à un autre modèle que le rapport de force mâtiné de dialogue.

Mais si nous ne pouvons accepter que des gouvernements, chaque jour un peu plus débordés par des problèmes d'une complexité unique dans l'histoire de l'humanité, s'en remettent aux simples lois du marché et de la diplomatie guerrière, il nous faut inventer ensemble les nouvelles procédures démocratiques.

Ceci peut sembler bien loin du sommet mondial de la société de l'information et pourtant nous sommes en réalité au cœur des enjeux qui devraient constituer le haut de son agenda. Si les sociétés en réseaux sont le vecteur de nouvelles formes d'organisation du pouvoir – dans l'entreprise, dans l'institution, dans l'association – n'y lisons pas le produit d'évolutions technologiques mais déchiffrons-y les signes d'une maturation de nos sociétés politiques. Deux premiers “ marqueurs ” de la société en réseaux nous confirment dans cette intuition : Les savoirs – l'une des dimensions structurantes du pouvoir – sont diffus, circulables et partageables. Les processus créatifs sont de plus en plus le fruit de

démarches coopératives, le logiciel libre en étant le référent.

Au sein de la société civile, consciemment ou inconsciemment, on assiste à un déplacement des modes d'organisation pour à la fois intégrer et tirer parti de ces transformations de l'ère informationnelle : positionnement de différents mouvements dans le champ de la contre-expertise citoyenne , apparition de novelles fonctions militantes liées à la production et la circulation de l'information , usage massif des TIC dans les mouvement internationaux , organisation d'une réflexion collective et interculturelle à l'échelle internationale , mobilisation des médias pour l'ouverture d'espace de dialogue inédits entre acteurs " adversaires " , expérimentations de nouvelles formes démocratiques locales …

Tirons parti de ces expériences pour aborder de front la question démocratique. Espérons que les espaces de discussion ouverts par certaines associations (Vecam participe au débat lancé par I3C en France …) ou par les villes (voir entre autres les rencontres de Bilbao et de Lyon) permettront d'avancer sur ces points.

L'échec annoncé du sommet n'est pas grave si nous utilisons le processus préparatoire du sommet pour en faire une occasion collective d'ouvrir de nouveaux espaces d'imaginaire.

Véronique Kleck et Valérie Peugeot
Contact pour cet article vpeugeot@vecam.org

Première parution. Revue « Transversales »

1 Cf. Actes des premières rencontres de Parthenay, " Entreprise, Ville, Europe, trois champs d'action pour la démocratie participative ", mars 1991.
2 Cf. http://www. radiophare.net/
3 Cf. http://www. medias-cite.org/
4 Créer une page web est devenu accessible à quiconque en quelques heures de formation ou d'autoformation. Nous n'oublions pas pour autant que des milliards de personnes n'ont pas accès aux réseaux. Mais l'outil web, intrinsèquement, autorise un accès de tous à tout moment.
5 http://www. indymedia.org/
6 C'est là la grande différence avec les médias communautaires traditionnels. Cf. par exemple www. samizdat.org
7 Cf. par exemple le logiciel libre SPIP http://www. uzine.net/ rubrique91.html
8 La mairie du XIIIe arrondissement, à Paris, ouvre un espace en ligne conçu selon ce principe.
9 Cf. l'ONG Viva Rio : http://www. vivafavela.com.br/
10 Cf. Ravalnet à Barcelone http://www. ravalnet.org/
11 Porto Alegre mène depuis plus d'une décennie l'expérience d'un budget élaboré, discuté et approuvé par les habitants. Cf. par exemple : http:// www.monde-diplomatique.fr/ 2000/05/PONT/13718.html
12 Cf. O. Blondeau, " Genèse et subversion du capitalisme informationnel " et R. Barbrook, " L'économie du don high-tech " dans Libres enfants du savoir numérique, http:// www. freescape. eu.org/libres-enfants/index.
13 Le terme de logiciels libres au sens employé par la Free Software Foundation France ne fait pas référence au prix, mais se rapporte aux quatre libertés suivantes : - la liberté d'utiliser et/ou d'exécuter un logiciel pour tout objectif ; - la liberté d'examiner et/ou d'étudier le fonctionnement d'un logiciel et de l'adapter à ses propres besoins (pour ceci l'accès au code source est une condition requise) ; - la liberté de faire des copies pour d'autres organismes ; - la liberté d'améliorer le logiciel et de rendre ces améliorations disponibles pour le bien public. http://www. april.org/
14 Par rapport au droit de propriété classique, si l'usus (usage de l'œuvre) devient libre, l'abusus (la disposition, le droit de détruire ou de vendre) reste à son créateur et le fructus (la jouissance, le droit de bénéficier de ce que peut rapporter l'œuvre) est, selon les modèles, entièrement gratuit ou commercialisable par qui veut.
15 Cf. www. easter-eggs.org.

(*) coorditrad@attac.org est l'adresse de secrétariat international des bénévoles qui coordonnent une équipe de 700 traducteurs répartie sur toute la planète. Vous aussi vous pouvez participer. Il suffit de les contacter en précisant votre (ou vos) langue maternelle et les langues depuis lesquelles vous pouvez traduire. Le travail de traduction est basé sur le volontariat et ne vous engage pas à répondre à toutes les demandes tout le temps. Vous travaillez à votre rythme et en fonction de vos intérêts.

Vous avez rendez-vous avec ATTAC

Semaine 05-02-2003 >> 12-02-2003

http://attac.org/rdv/index.html



05/02

AUSTRIA : http://www.attac-austria.org/termine/termine.php
Innsbruck
DANMARK : http://www.attac-danmark.dk/kalender/index.asp
København
DEUTSCHLAND : http://www.attac-netzwerk.de/termine/index.php
Karlsruhe
FINLAND : http://www.attac.kaapeli.fi/kalenteri
Helsinki
FRANCE : http://www.france.attac.org/annexe/calendrier.php?langue=
Grenoble + Bastia + Paris 15 + La Rochette + Quimper + Paris 10
NORGE : http://www.attac.no/index.php?url=%2Fkalenderliste.php
Oslo

06/02

AUSTRIA : http://www.attac-austria.org/termine/termine.php
Graz + Steyr
BRITAIN : http://www.attac.org.uk/attac/html/calendar.vm
London
DANMARK : http://www.attac-danmark.dk/kalender/index.asp
København
DEUTSCHLAND : http://www.attac-netzwerk.de/termine/index.php
Karlsruhe
FRANCE : http://www.france.attac.org/annexe/calendrier.php?langue=
Sainte Savine + Paris 18 + La Rochelle + Eaubonne + Marseille

07/02

DEUTSCHLAND : http://www.attac-netzwerk.de/termine/index.php
Karlsruhe + München
FRANCE : http://www.france.attac.org/annexe/calendrier.php?langue=
Arras + Quimperlé

08/02

DEUTSCHLAND : http://www.attac-netzwerk.de/termine/index.php
München
FRANCE : http://www.france.attac.org/annexe/calendrier.php?langue=
Metz + Quimper + Lyon + Cergy-Pontoise

09/02

DEUTSCHLAND : http://www.attac-netzwerk.de/termine/index.php
München

10/02

AUSTRIA : http://www.attac-austria.org/termine/termine.php
Gießhübl
BRITAIN : http://www.attac.org.uk/attac/html/calendar.vm
London
DANMARK : http://www.attac-danmark.dk/kalender/index.asp
København + Esbjerg
FRANCE : http://www.france.attac.org/annexe/calendrier.php?langue=
Annapes + Evreux + Clisson + Argenteuil + Evreux

<u>11/02</u>
FRANCE : http://www.france.attac.org/annexe/calendrier.php?langue=
La Penne sur Huveaune + Val de Brenne + Thonon + Chalons en Champagne + St Brieuc + Lyon
NORGE : http://www.attac.no/index.php?url=%2Fkalenderliste.php
Oslo + Larvik

<u>12/02</u>
AUSTRIA : http://www.attac-austria.org/termine/termine.php
Linz
FRANCE : http://www.france.attac.org/annexe/calendrier.php?langue=
Metz + Vendome + Nantes + Aix en Provence + Grenoble + Marseille 01